

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 26/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ZINQ TOULOUSE SAS**

ZI des Terres Noires  
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2026-92  
Code AIOT : 0006802323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement ZINQ TOULOUSE SAS implanté ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 05/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée afin de s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2026 portant sur les rejets atmosphériques générés par l'atelier de galvanisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZINQ TOULOUSE SAS
- ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

- Code AIOT : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ TOULOUSE SAS est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. L'établissement est spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'il réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Quinze autres établissements de galvanisation appartenant au groupe ZINQ FRANCE sont positionnés sur l'ensemble du territoire français.

Les opérations de galvanisation ont permis de traiter environ 850 tonnes d'acier par mois au cours de l'année 2025, correspondant à une consommation mensuelle de zinc de l'ordre de 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leurs dimensions :

- la zone des grands bains où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces plus petites sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure «accroche» du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société ZINQ TOULOUSE SAS est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 autorisant le fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux du :

- 3 mars 2017 actualisant les prescriptions techniques ;
- 18 juin 2024 actualisant le tableau de classement des activités exercées.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Pollution atmosphérique : généralités	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	30 jours
3	Pollution atmosphérique : installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article Annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée du 5 mai 2026 n'a pas permis de constater la mise en conformité de la captation des fumées émises lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation « grande cuve ». Ainsi, il est proposé la mise en place d'une sanction administrative sous la forme du paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100 €, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2026 susvisé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Pollution atmosphérique : généralités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique : généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 09/02/2026</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2026

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations sont conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (poussières, gaz polluants, odeurs). Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

[...]

#### **Constats :**

##### Rappel des faits :

Lors de l'inspection inopinée réalisée le 9 février 2026, des fumées blanches ont été observées au niveau de la toiture du bâtiment. Celles-ci provenaient de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation « grande cuve » non captées par le système d'aspiration.

##### Constats :

L'exploitant a entrepris des réparations sur le système de captation des fumées, situé au-dessus dudit bain. Toutefois, ces interventions se sont avérées insuffisantes : la hotte ne capte toujours pas l'intégralité des émissions et des rejets subsistent en toiture. Ces dysfonctionnements ont été confirmés en présence du directeur d'exploitation du site.

Ainsi et compte tenu du non-respect de l'arrêté de mise en demeure, il est proposé la mise en place d'une sanction administrative sous la forme du paiement d'une astreinte journalière d'un montant de 100 €, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2026 susvisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit capter à la source l'intégralité des fumées générées lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation "grande cuve" et les canaliser vers l'unité de traitement des émissions atmosphériques afin de limiter les rejets dans l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 2 : Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/02/2026
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2026

### Prescription contrôlée :

Les rejets sont contrôlés par un organisme agréé par le ministère chargé de l'écologie, selon la périodicité fixée dans le présent tableau :

Émissaire	Débit nominal	Périodicité
Bain galva grande cuve Bain galva petite cuve	50 000 Nm <sup>3</sup> /h 8 000 Nm <sup>3</sup> /h	1 contrôle par an

### Constats :

#### Rappel des faits :

Les analyses réalisées le 17 février 2025 par un organisme agréé ont permis de mesurer les débits suivants : 19700 Nm<sup>3</sup>/h sur le conduit du bain galva grande cuve et 4440 Nm<sup>3</sup>/h sur le conduit bain galva petite cuve. Aussi, l'inspection a demandé à l'exploitant d'identifier les raisons de cette baisse des débits et d'engager, si nécessaire, des travaux de mise en conformité sur les installations d'aspiration des fumées.

#### Réponse de l'exploitant :

Dans son courrier de réponse en date du 21 avril 2026, l'exploitant explique qu'il a procédé à des recherches sur les données techniques relatives à la conception des systèmes de traitement des fumées. Il en ressort que les débits d'aspiration des équipements d'origine figurant sur les plaques constructeur sont les suivants :

- aspiration bain galva grande cuve : 32 000 m<sup>3</sup>/h ;
- aspiration bain galva petite cuve : 8 500 m<sup>3</sup>/h.

Par ailleurs et au regard de la vitesse d'éjection minimale requise (8 m/s) et du diamètre de chacun des conduits (respectivement 1 m et 0,42 m), l'exploitant précise que les débits maximums de rejet des effluents gazeux seraient d'environ :

- 22 600 m<sup>3</sup>/h pour le conduit du bain galva grande cuve ;
- 4000 m<sup>3</sup>/h sur le conduit bain galva petite cuve.

Les dernières analyses réalisées les 9 et 10 février 2026 par un organisme agréé confirment les hypothèses de l'exploitant avec des débits mesurés à :

- 19 200 Nm<sup>3</sup>/h pour le conduit du bain galva grande cuve ;
- 4 390 Nm<sup>3</sup>/h sur le conduit bain galva petite cuve.

Ainsi, l'exploitant sollicite l'ajustement des débits de rejet des effluents gazeux mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les débits imposés à la société ZINQ TOULOUSE seront corrigés lors d'une prochaine révision de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Pollution atmosphérique : installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique : installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/02/2026</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets atmosphériques des deux bains de galvanisation du site sont captés et traités avant rejet à l'atmosphère. [...]
<b>Constats :</b>  Comme indiqué au point de contrôle n°1, des fumées continuent de s'échapper de la hotte d'aspiration positionnée au dessus du bain de galvanisation "grande cuve". Afin d'améliorer la captation de ces fumées, l'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que des travaux complémentaires de remise en état et d'optimisation de la hotte seraient réalisés d'ici la fin du mois de mai 2026. Il est proposé que cette non-conformité, liée au point de contrôle n°1, fasse l'objet de la même sanction administrative (astreinte journalière d'un montant de 100 € jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mars 2026 susvisé).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Bien que ces travaux permettent de réduire les émissions fugitives, elles ne représentent qu'une solution palliative compte tenu de la vétusté du système actuel. Dans cette optique, l'exploitant devrait envisager le remplacement complet de la hotte d'aspiration, si possible en début d'année 2027, afin d'assurer une conformité pérenne des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte